

OTAN

Le sommet de toutes les divergences

Le sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Organisation transatlantique nord (OTAN) s'est ouvert hier dans la capitale roumaine, Bucarest, sous l'oeil vigilant d'un impressionnant dispositif sécuritaire et sur fond de profondes divergences entre Washington et Moscou.

De notre envoyée spéciale à Bucarest :
Ghania Oukazi

Bucarest se plie depuis hier aux ordres rigoureux des services de sécurité, toutes catégories confondues, parce qu'elle reçoit les puissants de ce monde, les chefs d'Etat des pays membres de l'OTAN en plus de plusieurs autres invités, pour un sommet qualifié d'historique et d'important. Le président français est arrivé hier en même temps que la chancelière allemande Angela Merkel et le secrétaire général de l'OTAN. Mais avant, les yeux étaient braqués sur l'arrivée du président américain, George Walker Bush, qui a foulé le sol roumain dans l'après-midi du mardi, obligeant presque le temps à s'arrêter. Toutes les connexions, y compris les ordinateurs des compagnies aériennes de l'aéroport de Bucarest, ont été suspendues, le temps qu'il soit mis à l'abri ainsi que les 180 membres de la délégation qui l'accompagnent, entre autres sa secrétaire d'Etat et son ministre de la Défense. La circulation bloquée, les services publics et privés interrompus, Bucarest s'est mise sans rechigner au pas américain. Il faut dire que dans toute la région, en Roumanie et au niveau des pays limitrophes, des mesures de sécurité draconiennes ont été prises. Des avions et des navires de guerre ont été stationnés pour réagir au besoin. Le président roumain Basescu et le SG de l'OTAN ont pris le soin de faire leurs excuses aux habitants de Bucarest pour leur avoir imposé tout ce branle-bas de combat. A sa descente d'avion, Bush semblait susurrer des choses de « sa bonne foi » à l'égard du reste du monde. Il a d'ailleurs pris le soin de faire un tour en Ukraine avant d'arriver en Roumanie. Il a ainsi pris ses devants en rendant visite au président ukrainien pour certainement lui dire de ne pas se rétracter et défendre dans ce sommet son entrée à l'OTAN. Cette probable adhésion de l'Ukraine avec celle de la Géorgie, deux ex-pays de l'ex-Union soviétique, est très mal perçue du côté russe. Elles sont pour justement mettre Moscou dans une situation embarrassante.

GRAND OU MOYEN-ORIENT ELARGI ?

L'élargissement de l'OTAN aux pays de l'Europe de l'Est est programmé par Bush pour que la Russie se retrouve dans peu d'années, entourée d'entités au service des Etats-Unis. Ainsi conçu, l'élargissement confirme-t-il chez l'Alliance cette vision géostratégique qu'elle défend parfois à coups de boucliers antimissiles (en Pologne). Rien ne contrecarre les projets expansionnistes américains, surtout quand on sait que des pays comme la Pologne lui ont servi comme instrument pour démembrer l'Union soviétique.

Attendu pour ce vendredi, le Conseil OTAN - Russie s'annonce coriace en raison des points chauds qui vont y être abordés. Les membres de l'OTAN doivent en outre approuver l'adhésion de trois autres pays, à savoir la Croatie, l'Albanie et la Macédoine. L'Afghanistan est cette autre question qui fait mal aux alliés et les divise à un point qui les oblige à revoir leur stratégie d'intervention dans un pays déchiré par la guerre. La présence des forces de l'OTAN sur ses territoires n'a rien apporté de bien aux populations, bien au contraire. L'idée d'augmenter les effectifs militaires transatlantiques nord sème la crainte et le trouble dans les esprits afghans. « Plus l'OTAN augmente sa présence plus le peuple afghan se tourne vers les Talibans et soutient leur action, il rejoint même leurs rangs », nous disait hier dans le hall de l'hôtel, un journaliste afghan venu de Kaboul. C'est la première fois que la presse afghane couvre les travaux d'un sommet de l'OTAN. Il faut dire que le monde des puissants se réunit aujourd'hui en

Roumanie pour redéfinir sa « prise en charge » d'un pays, le leur, qui sans ou avec les Talibans, intéresse Washington au plus haut niveau. L'idée d'une planète terrestre « pacifiée » par les soins de l'Amérique n'est pas une vue de l'esprit. Elle continuera de faire son chemin, s'appellera-t-elle toujours ou plus « Grand Moyen-Orient » ou « Moyen-Orient élargi ».

Le nouveau statut du Kosovo décidé et approuvé par Washington est aussi objet de profondes divergences entre les alliés mêmes et la Russie. Jugée comme étant un précédent grave par les Russes tout autant d'ailleurs que l'intégration de l'Ukraine et de la Géorgie dans l'OTAN, l'indépendance de cette plaine serbe pose le problème du respect de la légalité internationale et de la souveraineté des pays à préserver l'intégrité de leurs territoires tels que reconnus par les Nations unies. Mais en ces temps d'allégeance au plus fort dont « la raison » est toujours la meilleure, l'on ne s'encombre plus de morale, encore moins de résolutions.

TÊTE-À-TÊTE BUSH - POUTINE

Le président Poutine qui arrive aujourd'hui à Bucarest, exposera donc demain ses points de vue sur ces lourdes questions. Il n'est pas dit que les alliés se mettraient de son côté. Mais il n'est pas dit non plus que Moscou abdiquera. Si l'Iran constitue aujourd'hui une crainte chez les Occidentaux, il n'effraie pas pour autant la Russie. C'est sur la base de ce genre d'appréciation que pourraient se fonder des alliances en prévision d'un nouvel ordre mondial. Le résultat des élections présidentielles américaines en novembre prochain pourraient en être un sérieux indicateur.

La France de Sarkozy veut aussi se mettre « à niveau » en proposant le renforcement de ses troupes en Afghanistan. Par ce biais, elle tient à ce qu'une Europe de défense se développe et prenne de l'importance. Une occasion de fouetter la politique européenne de sécurité et de défense qui n'a pas réussi à ce jour à s'imposer en tant que telle dans le règlement des conflits internationaux.

C'est par un dîner que les chefs d'Etat des pays membres ont ouvert hier soir les travaux de leur sommet. Dans un point de presse animé par le porte-parole du secrétaire général de l'OTAN, James Apafthural, l'on apprendra qu'il a été question de discussions sur « les progrès » enregistrés par l'Alliance et de son élargissement. Aujourd'hui, il est annoncé une réunion entre Jaap De Hoop Scheffer, le SG de l'OTAN, le SG des Nations unies, Ban Ki Moon, le président afghan, Hamed Karzai, Baroso et Solana au nom de l'Union européenne ainsi que le représentant du Japon. L'objet en sera le renforcement des troupes notamment par de nouveaux effectifs canadiens, français et russes. L'Allemagne de Merkel attend de voir les évolutions de sa situation interne pour le décider. Vendredi, se tiendra un sommet OTAN-Ukraine et un probable tête-à-tête Bush-Poutine qu'Apafthural refuse de commenter.

Le palais du peuple de Bucarest, cet imposant édifice construit au temps de Ceausescu, est occupé pour l'occasion par 3.500 journalistes venus de diverses régions du monde y compris de pays que l'OTAN considère comme « ses partenaires », à l'exemple de ceux du dialogue méditerranéen (rive Sud) et de l'initiative d'Istanbul (les pays du Golfe). Logés pour la plupart au Riu Grand hôtel, les journalistes circulent sous l'oeil vigilant d'un nombre important d'agents de services de sécurité y compris au niveau des différents étages où ils ont été postés par deux.

Les premières dames du monde, les épouses des puissants, se tiendront, elles, en retrait de la politique. Elles ont un programme spécial. Elles découvriront le pays à leur manière. Manque à l'appel Carla Bruni, la nouvelle première dame de France.



ANALYSE

Kharroubi Habib

Tout ce que la secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a obtenu du gouvernement israélien, au cours de sa dernière visite au Proche-Orient, a été la levée de 50 barrages militaires sur les 580 existants dressés pour contrôler et réduire au maximum la circulation des citoyens palestiniens. Une concession que le chef du département des affaires civiles de l'Autorité palestinienne a qualifiée d'annonce fantaisiste, car ne concernant que des barages de moindre nuisance pour la vie quotidienne de ses compatriotes.

Malgré résultat qui ne rend que plus étonnant l'optimisme dont a fait montre Mahmoud Abbas après ses récentes rencontres avec la secrétaire d'Etat américaine. Le président de l'Autorité palestinienne a en effet déclaré « avoir confiance que si Dieu le veut, nous obtiendrons une paix globale en 2008. Nous, les Israéliens et les Américains, ainsi que toutes les parties concernées dans la région, oeuvrons à cette objectif ».

Des faits se font jour dans la foulée de la dernière visite de Condoleezza Rice, qui aurait dû tempérer l'optimisme du président palestinien. Ils tendent en effet à démontrer que ni Tel-Aviv ni Washington ne croient vraiment à la conclusion en 2008 d'un accord de paix avec un Etat palestinien à la clef.

Pour que la possibilité d'un pareil accord soit plausible, il faudrait que Washington décide d'exercer des pressions contraignantes sur son allié hébreu afin de l'obliger à respecter les conditions de la feuille de route établie par le plan de paix international qui a vu le jour en 2003. Une attitude que le vice-président

Un semblant de dialogue, paravent à de sombres desseins

américain Dick Cheney a résolument refusé en assurant que « les Etats-Unis ne feront jamais pression sur Israël qui nuirait à ses intérêts nationaux ». Ce qu'a confirmé Condoleezza Rice

en ne condamnant que mollement l'annonce faite pendant son séjour en Israël par les autorités de ce pays de l'extension de la colonisation juive dans la ville sainte d'El-Qods et en Cisjordanie. Aucune voix officielle américaine ne s'est de même élevée pour dire à Tel-Aviv que l'entame de vraies négociations de paix passe par la fin de l'occupation israélienne dans les territoires palestiniens et l'arrêt des massacres que commet l'armée de l'Etat hébreu à Gaza et en Cisjordanie.

Tout en entretenant un semblant de dialogue avec le président Mahmoud Abbas et l'Autorité palestinienne, Ehud Olmert et son gouvernement s'en tiennent à une ligne dure sur le terrain : à preuve, le blocus inhumain qu'ils imposent à la population de la bande de Gaza.

Il est plus aisé de croire que Bush et Olmert ont rouvert un dialogue avec les Palestiniens, non pas dans l'intention de frayer la voie à un futur Etat palestinien indépendant, mais pour donner le change sur leurs intentions réelles dans la région et donner justification à certains Etats arabes pour leur apporter leur soutien. Ces intentions ne sont pas parées du ramage d'oliver

Bush voudrait, avec le soutien d'Israël, finir son deuxième mandat par la « normalisation forcée » du Moyen-Orient, d'où les inquiétantes manoeuvres qui ont été déployées pour isoler la Syrie du reste du monde arabe.

Des Espagnols pour la station de dessalement de Ténès

Le groupe espagnol Befesa Agua a remporté hier le contrat de réalisation et d'exploitation de l'unité de dessalement d'eau de mer de Ténès, d'une capacité de 200.000 m³/jour, pour un coût total de 291,455 millions de dollars. Befesa a été retenu pour ce projet suite à son offre de prix de cession de l'eau classé comme « le moins-disant » par rapport aux prix proposés par les autres soumissionnaires, lors d'une séance de l'ouverture des offres commerciales, tenue au siège du ministère de l'Energie et des Mines. Le groupe espagnol avait proposé 0,5885 dollar le m³, contre 0,6277 dollar pour le singapourien Hyflux, 0,6649 dollar pour l'autre espagnol Inima Aqualia, 0,7596 dollar pour le troisième espagnol Acciona Agua et 0,8118 dollar pour le groupement GE Water-Orascom.

Le prix de référence maximum du m³ d'eau dessalé exigé au départ par Algerian Energy Company (AEC) pour ce projet était de

0,7600 dollar. Ce prix reste « très compétitif » par rapport au prix moyen des premiers projets de dessalement lancés, qui était de 0,7200 dollar, a expliqué le PDG d'AEC, M. Amanallah Sari, qui a attribué cette baisse à « la confiance des partenaires étrangers qui préfèrent réduire leurs marges de bénéfices car jugeant les marges de sécurité financière meilleures actuellement ».

Quant au financement du projet, il sera assuré à hauteur de 20% par les fonds propres de Befesa et de 80% par des banques publiques algériennes avec comme chef de file le Crédit populaire d'Algérie (CPA). L'usine de Ténès, qui va répondre en grande partie aux besoins de la population de cette région, sera mise en service en 2010, selon M. Sari qui a indiqué que les travaux de construction seront entamés en juillet prochain. L'AEC et Befesa procéderont dans les prochains jours à la création de la société du projet qui sera détenue à 51% par Befesa et 49% par AEC.

Tirage du N°4044
166.463 exemp.

Le Quotidien

Edition Nationale d'Information
Editée par la SPA
ORAN - PRESSE
au Capital de 148.156.200,00 DA

Président
Directeur Général
Directeur
de la Publication
Mohamed Abdou
BENABBOU

Direction - Administration
Rédaction centrale
63, Ave de l'ANP - Oran
B.P.N°110 - Oran
Tél. 041.32.63.09
32.72.78 / 32.91.34
32.88.88 / 32.88.87 / 32.88.88

Fax Pub: 041.32.69.06
Fax et Rédaction
041.32.51.38 / 32.68.06
Imp.: Oran: imprimerie
"Le Quotidien d'Oran"
Alger: S.I.A.
Constantine: S.I.E.

INTERNET: <http://www.lequotidien-oran.com>
E-mail: info@lequotidien-oran.com
publinfo@lequotidien-oran.com
admin@lequotidien-oran.com
lequotidiendoran@yahoo.fr

Rédaction Algérie
Tél: 021.74.86.39 - Fax: 021.74.71.57

Rédaction Constantinoise
Tél: 031.64.19.81 - Fax: 031.64.19.80

Diffusion: Ouest: SEDOR Tél: 041.41.64.31/41.65.31
Centre: SEDOR - Est: SO.DI. PRESSE